



LÉGATION DE SUISSE
EN COLOMBIE
B.12 / Sa.

BOGOTÁ, le 30 juin 1950.

RAPPORT POLITIQUE N° 3.

Conflit coréen.

Monsieur le Président de la Confédération,

Par mon Rapport N° 2, j'avais déjà attiré votre attention sur le fait que l'opinion publique colombienne ne se préoccupait que de façon secondaire des événements internationaux. Aussi la nouvelle du déclenchement des hostilités entre la Corée du Nord et du Sud a-t-elle été reçue à Bogotá avec un calme relatif.

Le peuple colombien estime en effet que la position géographique et stratégique de son pays met celui-ci à l'abri d'un danger immédiat, ce qui fait qu'il se considère en sûreté même en cas d'un conflit mondial.

Le message télégraphique envoyé en date du 28 juin par le Président de la République colombienne, M.Mariano Ospina Pérez au Président Truman a donc une valeur plutôt platonique. Dans ce message, M.Ospina Pérez affirme au nom de son Gouvernement et de son peuple que la Colombie est disposée à collaborer avec le Gouvernement des Etats-Unis dans la forme que rendront nécessaire les événements futurs; en tant que membre de l'Organisation des Nations Unies, la Colombie se conformera aux résolutions prises par le Conseil de Sécurité à la suite de l'injuste agression dont a été victime la République coréenne.

Selon les renseignements de presse, l'Ambassadeur de Colombie à Washington a été un des premiers Chefs de Mission Diplomatique d'Amérique latine à rendre visite

Au Département Politique fédéral,

B e r n e .-

au Secrétaire d'Etat lorsque éclata le conflit autour du parallèle 38 et exprimer au Gouvernement de Washington la sympathie de celui de Bogotá à la cause défendue par les Etats-Unis.

La hâte de cette prise de position est une réaction compréhensible, quoique quelque peu gratuite, d'un pays, tel que la Colombie, qui se trouve très nettement dans la zone d'influence américaine. C'est aussi la conséquence d'un état d'esprit qui commence à se faire sentir de plus en plus sur ce continent et qui veut faire croire que l'Europe est aujourd'hui sans prestige, en pleine décadence, et que donc il devient nécessaire pour les différentes républiques américaines de se rapprocher encore plus des Etats-Unis.

En ce qui concerne la Colombie, il subsiste cependant deux causes d'inquiétude dans l'esprit des personnalités gouvernementales : c'est d'abord la proximité du Canal de Panama et le danger que son voisinage pourrait représenter en cas de conflit mondial; c'est ensuite l'activité bien connue des centres du communisme international en Amérique latine, notamment au Mexique, au Guatemala et à Cuba. Quoique sept républiques américaines, à savoir, le Vénézuéla, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et le Chili aient déclaré les partis communistes hors la loi sur leurs territoires et que la majorité des autres républiques poursuivent une politique nettement anti-communiste, des agents sous les ordres des centres mentionnés ci-dessus continuent à exercer une activité subversive sur tout le continent.

La Colombie quant à elle a rompu ses relations diplomatiques avec l'URSS après les événements révolutionnaires du 9 avril 1948; elle n'a pas reconnu le Gouvernement communiste chinois de Mao Tse Tung mais au contraire continue à entretenir des relations diplomatiques normales avec celui de Chiang Kai Shek. Le parti

communiste, comme tel, n'a pas été officiellement pros-
crit, mais il n'est pas représenté dans le Gouvernement et
le Parlement de Colombie et, dans la politique intérieure
du pays, les adhérents aux partis d'extrême-gauche peu-
vent être considérés comme quantité négligeable. Cela
n'empêche cependant qu'une propagande communiste se fait
en Colombie comme ailleurs, propagande qui, certainement,
tombe sur un terrain très fertile, surtout depuis les
misères qui se sont abattues sur les classes pauvres du
pays par suite des catastrophes naturelles, inondations,
etc., et de l'augmentation disproportionnée du coût de la
vie des derniers mois.

L'inquiétude pour la sécurité du pays est donc
justifiée si l'on tient compte des facteurs mentionnés
ci-dessus. Mais il reste évident que le danger que court
la Colombie en cas d'une guerre mondiale est extrêmement
réduit.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président
de la Confédération, l'assurance de ma plus haute con-
sidération.

